

MESSAGE POUR LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

L'année 2021 est une grande année mémorielle, celle des 80^{ème} anniversaires d'événements qui conditionneront l'issue de la Guerre entamée depuis l'agression nazie contre la Pologne en septembre 1939, qui seront importants pour le développement de la lutte de Résistance en France, au territoire occupé depuis l'Armistice du 22 juin 1940 qui acta sa défaite face à la Wehrmacht nazie, avant qu'elle ne tombe en juillet suivant sous la férule du régime pétainiste, répressif et vassal de l'occupant.

Le 22 juin 1941 à 3 h30 du matin, après avoir conquis en avril précédent la Yougoslavie et la Grèce, Hitler lança l'Opération *Barbarossa* : depuis le cap Nord en Norvège jusqu'aux rives de la mer Noire, la Wehrmacht, forte de près de 3 millions d'hommes, épaulée par 42 divisions finlandaises, slovaques, hongroises et roumaines, franchissait sans déclaration de guerre la frontière soviétique avec 4 300 chars, tandis qu'avec près de 4 400 appareils, la Luftwaffe et ses alliées entamaient le pilonnage des aérodromes et installations militaires soviétiques. A l'exception de quelques neutres, Espagne, Irlande, Portugal, Suède, Suisse et Turquie, l'Europe entière est plongée dans la guerre.

Cinq mois plus tard, elle va s'étendre à l'Asie et au Pacifique avec, le 7 décembre 1941, l'attaque, elle aussi sans déclaration de guerre, de la flotte américaine du Pacifique basée à Pearl Harbour, aux îles Hawaï, par l'aéronavale japonaise ; tandis que d'autres attaques étaient menées contre les Philippines et la colonie britannique de Hong Kong puis, dès les jours qui suivirent, contre la Malaisie et les Indes néerlandaises. L'agression japonaise fait entrer dans le conflit, qui devient mondial, les Etats-Unis, auxquels l'Allemagne et l'Italie déclarent la Guerre.

Quant à la France, les choix faits en juin 1940 s'y pérennisent et s'approfondissent en 1941.

Celui de la capitulation face à l'envahisseur, que fit Pétain en demandant l'armistice et en acceptant les conditions déshonorantes, avant d'assassiner à la faveur de la défaite la République le 10 juillet par la proclamation de l'«Etat Français» ; et de sombrer dans la trahison de la «collaboration» définie avec Hitler lors de leur entretien de Montoire le 24 octobre 1940.

Celui de l'honneur, que fit le 18 juin le général de Gaulle lançant depuis Londres son appel historique à refuser la défaite et poursuivre le combat contre l'ennemi, exhortant les militaires français le pouvant à se rallier à lui, à ce qui va devenir dès l'été 1940 la «France libre», que rejoindront dans les mois qui suivirent les territoires de souveraineté française du Pacifique, d'Inde, d'Afrique équatoriale. Et que firent sur le sol national occupé par l'envahisseur nazi mais aussi dans la zone sud, des femmes et des hommes refusant eux aussi la défaite, l'abaissement de la France, la dictature répressive, y accomplissant de premiers actes de Résistance, parfois individuels mais aussi au sein de structures clandestines.

En 1941, alors qu'il allait, tout au long de l'année, s'enfoncer dans l'ignominie de la mise en œuvre de la politique de «collaboration», marquée par l'accentuation des mesures antisémites, avec la création en mars du «Commissariat Général aux Questions Juives» et l'organisation le 14 mai, par la Police française, d'une première rafle de Juifs étrangers à Paris, qui sera suivie en août par une seconde, le Régime pétainiste, après l'attaque nazie contre l'URSS, rompant les relations diplomatiques de la France avec l'Union Soviétique le 30 juin, favorisera la formation de la «Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme» pour aller combattre aux côtés de la Wehrmacht sur le front de l'Est.

Les Forces françaises libres (F.F.L.), elles, lutteront aux côtés des forces britanniques et des dominions australien, canadien, néo-zélandais et sud-africain, contre le fascisme et le nazisme. En Lybie, contre les Italiens que vient renforcer l'Afrika Korps de Rommel, et dans le sud Libyen, Leclerc, après avoir pris la forteresse italienne de Koufra, y prononcera le 2 mars son célèbre «Serment» de «*ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg*», dont nous commémorons cette année le 80^{ème} anniversaire. En Afrique orientale, en Erythrée, les F.F.L., que viendra saluer sur le front le général de Gaulle, joueront un rôle important dans la défaite des italiens. Formé le 24 septembre, présidé par le général de Gaulle, le Conseil National Français va être le gouvernement de la France Libre.

En France même, la Résistance connaîtra des développements importants malgré la répression menée tant par les Occupants nazis que par le Régime pétainiste. Ainsi, au début de l'année le «Réseau du Musée de

l'Homme» est démantelé entre le 13 janvier et le 18 avril. Envoyé de la France libre arrivé en France occupée en décembre 1940, Henri d'Estienne d'Orves, arrêté à Nantes le 21 janvier, est condamné à mort le 26 mai par un tribunal militaire allemand, il sera fusillé le 29 août près de Paris, au Mont-Valérien.

Le 15 mai 1941, le Parti communiste clandestin lance un appel à la constitution d'un «*Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France*» qui, se structurant progressivement partout à travers la France à partir de l'été, va devenir l'un des principaux mouvements de Résistance. A l'été 1941 aussi se structure, avec la publication du journal «*Libération*», le mouvement «*Libération-Sud*», continuateur du mouvement «*Dernière colonne*» né en 1940 ; en juillet, paraît le premier numéro du journal clandestin «*Défense de la France*»...

Le 27 mai 1941, en zone nord occupée, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles, à la fosse Dahomey du bassin minier à Montigny-en-Gohelle, le jeune militant syndicaliste et communiste Michel Brûlé fait stopper les compresseurs : commence une grève qui va s'étendre à tous les puits et à laquelle vont participer 100 000 mineurs sur 143 000, soutenus dans leur action par les femmes, sœurs et filles de mineurs qui manifestent par centaines. Le conflit, s'appuyant sur des revendications (horaires et rythme de travail, alimentation, conditions sanitaires) va durer 15 jours jusqu'au 10 juin, sa dimension patriotique s'affirmant dans la paralysie d'une production que capte majoritairement l'effort de guerre des Allemands, qui ne s'y trompent pas et le répriment durement : des centaines de grévistes sont arrêtés et incarcérés à Lille, Béthune, Douai et Valenciennes. Le 13 juin, 273 mineurs sont transférés à la citadelle d'Huy en Belgique, le 23 juillet, 244 d'entre eux seront déportés au camp de concentration de Sachsenhausen, d'où 136 ne reviendront pas.

Le 21 août 1941 va être aussi une date marquante dans l'histoire de la Résistance : ce jour-là, à Paris, au métro Barbès-Rochecouart, Pierre Georges, le futur «colonel Fabien», membre «des Bataillons de la Jeunesse», abat un officier de la *Kriegsmarine*, initiant la lutte armée de Résistance à l'Occupant. Lequel, avec l'appui du régime pétainiste qui met en place des «sections spéciales» judiciaires multipliant les condamnations à mort, accroît sa répression : trois otages sont exécutés à Paris le 6 septembre, dix autres y sont aussi fusillés le 16 septembre, 48 – dont le jeune Guy Moquet – le sont à Châteaubriant le 22 octobre, 55 à Souge, près de Bordeaux, le 24 octobre, 100 autres sont exécutés le 15 décembre au Mont-Valérien, 12 à Caen le même jour... Les déportations s'accroissent.

Cette répression n'arrêtera pas le combat des Résistants : en novembre 1941 naît à Grenoble le mouvement *Combat*, à Lyon paraît en novembre le 1^{er} numéro des *Cahiers du Témoignage chrétien*, et le 1^{er} décembre celui de *Franc-Tireur*. La coordination des mouvements ainsi que le renforcement de leurs liens avec la «France libre» vont devenir une nécessité grandissante ; c'est la tâche à laquelle se consacrera Jean Moulin, parachuté dans les Alpilles dans la nuit du 31 décembre 1941 au 1^{er} janvier 1942, de retour de Londres où il avait rencontré le général de Gaulle pour l'informer sur la Résistance.

Elle se concrétisera le 27 mai 1943 à Paris, 48 rue du Four, avec la formation, sous la Présidence de Jean Moulin, du Conseil National de la Résistance, le C.N.R., rassemblant les principaux mouvements de Résistance («*Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France*», «*Organisation Civile et Militaire*», «*Libération-Nord*», «*Ceux de la Libération*», «*Ceux de la Résistance*», «*Combat*», «*Franc-Tireur*» et «*Libération-Sud*») - ainsi que 6 partis clandestins (communiste, socialiste, radical, démocrates-chrétiens, «*Fédération républicaine*» et «*Alliance démocratique*») et les deux centrales syndicales, la CGT et la CFTC.

Cette création du CNR, se plaçant sous l'autorité du Comité National Français présidé par le Général de Gaulle, renforça la légitimité du Chef de la France libre, permettra la mise en place dès la fin 1943 des Comités locaux et départementaux de la Libération, la création début 1944 des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), qui auront un rôle important dans la Libération de la France, et l'adoption d'un Programme, publié le 15 mars 1944 dans la clandestinité sous le titre «*Les jours heureux*», aux valeurs sociales, démocratiques et humanistes si actuelles dans le monde contemporain. Des valeurs que la Loi instaurant la «*Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai*», promulguée le 19 juillet 2013, en rappelant que le 27 mai était le jour anniversaire de la création du CNR, nous assigne comme mission d'en «*assurer la transmission*».

Pierre MARTIN

Président de l'Association Nationale des
Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR)